

La grève des mineurs anglais

Le 1^{er} mars a commencé la phase aiguë du grand conflit qui déchire l'industrie houillère anglaise, et au moment où nous écrivons ces lignes, on ne sait pas encore si la fin en est prochaine.

Il serait prématuré de vouloir en prédire les conséquences et d'en mesurer la portée. Mais il n'est peut-être pas hors de propos d'attirer l'attention sur quelques-uns de ses caractères.

Tout d'abord, les dimensions de la grève en font la plus grande bataille qui se soit jamais livrée entre le capital et le travail : un million de mineurs, directement intéressés, ont entraîné le chômage de plus d'un million d'autres ouvriers, et si la grève dure encore une semaine ou deux, les fermetures d'usines iront se multipliant en progression géométrique. Je crois bien que jamais on n'a vu, dans aucun pays, un aussi grand nombre de grévistes. En supposant même qu'il se fût déjà rencontré, jamais il ne s'est maintenu aussi longtemps.

Ensuite, comme elle prive de « pain » l'industrie, la grève atteint la vie économique, la vie sociale tout entière.

Les grèves de l'industrie des transports sont peut-être ressenties plus vivement, dans le moment même, par le public. Mais il n'en est pas où l'on sente mieux la dépendance mutuelle où la division du travail met les classes et les hommes. Dans le train-train ordinaire des occupations journalières, nous ne réfléchissons plus à l'entr'aide, à la collaboration assidue de nos semblables — laboureur, boulanger, boucher, charretier, maçon, mécanicien — grâce à qui nous vivons notre vie. En voici un, tout d'un coup, qui refuse de peiner *pour nous*, et nous entrevoyons bien que sans lui, nous mourrions presque. Et de fait, on assure qu'il y a déjà,

en Angleterre, environ 200,000 personnes qui souffrent de la faim.

Ces deux traits (nombre énorme de chômeurs et produit de première nécessité) amènent tout naturellement à penser à une catastrophe plus grande encore, qu'on considèrerait généralement comme impossible : la grève générale. Elle était si bien impossible que ses protagonistes eux-mêmes, comme Georges Sorel, l'appelaient un « mythe ». En effet, chaque fois qu'on en avait fait l'essai, il avait piteusement échoué : non seulement tous les métiers n'étaient jamais partis ensemble, mais tous les ouvriers d'un même métier n'avaient su chômer unanimement. Voici qu'il est démontré que cela est possible.

Supposez, à un jour donné, l'accord fait entre les mineurs, les ouvriers des transports, et seulement deux ou trois industries alimentaires, vous aurez pratiquement la grève générale. Sans doute, c'est encore aujourd'hui un rêve, un mauvais rêve, dont nous sommes très loin. Mais qui oserait dire encore que c'est « impossible »? A coup sûr, ce ne sont pas des syndicats pauvres, instables et désordonnés qui la feraient. Mais on voit bien qu'il en est de riches, solides et bien conduits, dont la politique aboutit parfois à l'action directe.

Faut-il insister sur l'absence de voies de fait, sur la courtoisie des discussions, sur la complète maîtrise de soi des chefs? Cette grève est bien celle d'une élite de la classe ouvrière, pacifique parce qu'elle est consciente de sa force et de ses droits, obstinée parce qu'elle a — jusqu'à présent — l'opinion publique avec elle.

Cela suffirait déjà à faire voir qu'on n'a pas affaire à un coup de tête d'un syndicalisme révolutionnaire, plus ou moins anarchiste. Il s'agit tout simplement d'une action décisive de la politique *traditionnelle* des trade-unions. La grève a été préparée de longue main, annoncée longtemps à l'avance, décidée au moment propice, par un referendum général, et déclarée dans les règles légales, après le délai de congé.

Pourquoi en ce moment? A cause de la prospérité inouïe des charbonnages anglais. Le public belge a pu lire dans un journal financier : l'*Économie financière* de Bruxelles (n° du 10 mars) et sous la plume de M. Henri Charriaut les taux des

dividendes des compagnies minières. On y cite la « Bwifla and Merthyr », qui a distribué, en 1911, 68 p. c., comme en 1910, et qui depuis vingt ans n'a jamais distribué moins de 60 p. c. Situation exceptionnelle, sans doute, mais à côté de laquelle on nous énumère vingt autres charbonnages dont les dividendes dépassent 20 p. c. « Quarante entreprises rapportent plus de 15 p. c. de dividende... La moyenne du rendement de l'exploitation des charbonnages dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande est de 18 1/2 p. c. Les moins actives et les moins puissantes distribuent de 4 à 10 p. c. Une seule, « la Lothian », n'a distribué, l'an dernier, que 3 p. c. à ses actionnaires. »

C'est toute la moralité de la grève : les ouvriers veulent leur part de bénéfice, et c'est pour cela qu'ils ont si facilement gagné l'opinion publique, et, avec elle, le gouvernement. Mais remarquez qu'ils n'exigent pas, pour le moment, une augmentation générale des salaires. Ils visent plus loin. Ils veulent assurer l'avenir, et non pas des mieux payés, des privilégiés d'entre eux, mais de *tous*, en se faisant garantir, pour toujours, un *minimum* de salaire. C'est cela qui est dans la politique traditionnelle, dans la raison d'être des trade-unions anglaises. Voici un demi-siècle qu'elles luttent pour obtenir, en matière de conditions du travail, en général, ce qui doit constituer le minimum des exigences de l'ouvrier moderne, de l'ouvrier civilisé, qui veut vivre une vie de citoyen. Et c'est toujours la même méthode : quand les avantages désirés ont été obtenus des patrons ou de la majorité d'entre eux, une entente générale avec des syndicats patronaux, qu'on appelle « contrat collectif », vient *normaliser* la réforme, et finalement la loi vient l'imposer à la minorité récalcitrante. C'est ce qui s'est passé pour la journée de huit heures. C'est ce qui va se passer probablement pour le minimum de salaire. Il ne faut pas oublier, en effet, que les demandes des ouvriers sont, dès à présent, acceptées par 65 à 70 p. c. des patrons.

Aussi, on aurait tort de considérer le bill du gouvernement comme un coup d'Etat. Au fond, la loi est faite. Ce sont les trade-unions qui l'ont déjà imposée aux employeurs. On a vu que beaucoup de grévistes ne désiraient nullement l'intervention du parlement et s'en défiaient. Ils redoutaient d'une

part que la loi ne leur accordât pas tout ce qu'ils auraient pu obtenir de leurs patrons, et d'autre part qu'elle vint arrêter pour un temps les progrès possibles. Le fait est que le bill reste en dessous des exigences ouvrières. Il semble pourtant que l'opposition des travaillistes fléchisse pour ne pas faire le jeu des réactionnaires; s'il en est ainsi, il faudra y voir une leçon de sagesse et de solidarité remarquable.

Quoi qu'il arrive du sort du projet du gouvernement, il est hors de doute qu'il marque une date dans l'histoire sociale. Des principes sont ici en cause, et l'on ne joue pas impunément avec les principes. Personne ne doute que ce qui se fait aujourd'hui pour les mineurs ne se fasse un jour pour d'autres métiers. De sorte que nous arrivons à un moment capital de l'évolution de nos sociétés industrielles modernes. La période de l'*organisation* sociale de l'industrie est ouverte. Le vieux concept du travail-marchandise et du contrat « libre » — c'est-à-dire à la discrétion du patron — a vécu. Le travail, ce sont des hommes, et plus ces hommes s'élèvent dans les couches sociales, moins ils veulent être considérés comme des marchandises. Il y a un minimum de besoins qui constitue le niveau de la vie en dessous duquel ils refusent de vivre. C'est ce minimum qu'ils entendent s'assurer définitivement. L'industrie moderne *doit* être en mesure de le leur assurer. Au fond, ces ouvriers me paraissent tout bonnement donner un sens réel et concret aux discours d'ouverture des expositions universelles où l'on a l'habitude de célébrer la grandeur du travail humain.

On se demande seulement avec amertume pourquoi il faut que ce soit au prix d'une catastrophe nationale comparable à une guerre atroce et sans merci.

ERNEST MAHAIM.

